

Cote du document: EB 2018/124/R.27
Point de l'ordre du 7 d) ii) c)
Date: 14 août 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémorandum du Président

Proposition de financement additionnel
en faveur de la République islamique du
Pakistan pour le Projet de réduction de la
pauvreté dans le sud du Penjab

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-quatrième session
Rome, 11-13 septembre 2018

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel à la République islamique du Pakistan pour le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab, telle qu'elle figure au paragraphe 27.

Proposition de financement additionnel en faveur de la République islamique du Pakistan pour le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab

I. Généralités

1. Par le présent mémorandum, le Conseil d'administration est invité à approuver un financement additionnel, consistant en un prêt à des conditions mixtes de 36,5 millions d'USD et un don de 2,9 millions d'USD, en faveur du Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab, qui a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2010 avec l'attribution d'un prêt de 26,35 millions de DTS. Malgré un démarrage initial lent, ayant entraîné l'annulation partielle de 7,05 millions de DTS sur le montant original du prêt, le projet a pris un nouvel élan et a commencé à produire de bons résultats à partir de mi-2015. La performance régulière et solide du projet a conduit à la réintégration de 7,29 millions de DTS en décembre 2015, et à l'octroi d'un financement additionnel de 25 millions d'USD, approuvé en septembre 2017, aux fins d'une expansion du projet. En conséquence, le financement total actuellement alloué par le FIDA s'élève à 26,59 millions de DTS plus 25 millions d'USD. La date d'achèvement et la date de clôture actuelles sont le 30 septembre 2020 et le 31 mars 2021 respectivement. À la faveur de la présente proposition de financement additionnel, ces dates seront reportées de deux ans pour s'établir au 30 septembre 2022 et au 31 mars 2023 respectivement.
2. Le Gouvernement du Pakistan ayant sollicité un financement additionnel pour augmenter considérablement l'échelle de ce projet performant, et notamment étendre sa couverture géographique et sa portée, il est proposé d'y investir un financement additionnel du FIDA, d'un montant de 39,4 millions d'USD, qui complète un cofinancement sans précédent du Gouvernement, d'un montant de 76,2 millions d'USD, et une contribution des bénéficiaires, d'un montant de 5,4 millions d'USD.
3. La proposition de financement additionnel présente les mêmes caractéristiques que le projet initial s'agissant de l'objectif de développement, des composantes, des activités de terrain, de l'organisme chef de file, du personnel clé du projet et des modalités d'exécution. En outre, le financement contribuera à consolider les résultats obtenus jusqu'à présent en matière de réduction et d'affranchissement de la pauvreté, car: i) il élargira la portée du projet, qui passera de 80 000 à 480 000 ménages pauvres (soit approximativement 3,3 millions de personnes) classés dans la tranche 0-23 selon la fiche de notation de la pauvreté; et ii) il étendra la couverture géographique qui passera de quatre à dix districts.

II. Contexte et justification

4. Le projet satisfait à tous les critères ouvrant droit à un financement additionnel. Ce financement se justifie également si l'on considère les points suivants: i) il est parfaitement cohérent avec le programme en matière de développement rural et les priorités relatives à la réduction de la pauvreté rurale des pouvoirs publics; ii) il peut faire fond sur les efforts de renforcement des capacités institutionnelles des organisations communautaires et villageoises déjà déployés, pour reproduire avec succès à plus grande échelle les modèles d'affranchissement de la pauvreté et de génération de revenus ruraux; et iii) il est susceptible de tirer parti des enseignements et de l'expérience concernant les modèles d'affranchissement de la pauvreté pour continuer à en favoriser l'adoption et l'élargissement dans les cadres de protection sociale et de développement économique, aux échelons fédéral et provincial.
5. En outre, le projet jouit d'une bonne réputation en tant que moyen efficace et efficient de produire des résultats tangibles et durables au niveau des ménages. À ce jour, le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab a appuyé quelque 4 000 organisations communautaires et a atteint plus de 100 000 ménages, soit plus que l'objectif initial de 80 000 ménages.
6. L'un des principaux enseignements générés par le projet se rapporte à l'interface entre la protection sociale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture et la mise en place de moyens d'existence ruraux résilients et durables. L'expérience et les résultats du projet mettent en lumière l'interconnexion à double sens existant entre la protection sociale (sous la forme de création d'actifs au profit des ménages touchés par la pauvreté extrême et la misère) et l'agriculture.
7. Sur la base des rapports de projet, des observations de terrain et des évaluations intermédiaires, des éléments tangibles montrent que le projet est parvenu à placer le groupe cible sur un parcours de changement, ouvrant ainsi la voie à l'obtention d'un impact positif visible sur leurs conditions de vie. Il est ressorti des évaluations que les investissements du projet ont généré un impact satisfaisant comme suit: i) la création et le transfert d'actifs ont aidé les ménages classés dans la tranche la plus basse selon la fiche de notation de la pauvreté à accéder à la tranche supérieure; ii) le renforcement des capacités et la formation professionnelle et entrepreneuriale ont contribué à améliorer les perspectives d'emploi des jeunes ruraux, femmes et hommes; iii) les infrastructures de production, notamment les réseaux d'irrigation, ont permis d'améliorer la productivité agricole et, en conséquence, la sécurité alimentaire; iv) la mise en place d'activités innovantes a contribué à sensibiliser les communautés et à favoriser l'adoption d'approches tenant compte des changements climatiques et la conservation des ressources naturelles peu abondantes; et v) l'établissement d'institutions communautaires et leur renforcement jettent les bases de l'institutionnalisation de l'approche de développement communautaire participatif au sein des pouvoirs publics. Sur la base d'un échantillon, la comparaison entre les notes attribuées aux ménages selon la fiche de notation de la pauvreté avant et après leur participation au projet montre une réduction spectaculaire du pourcentage de ménages classés dans la catégorie "personnes extrêmement pauvres" (qui passe de 58% à seulement 4%), et une réduction importante du pourcentage de ménages classés dans la catégorie "chroniquement pauvres" (qui passe de 36% à 21%) Sur l'ensemble des ménages touchés par une pauvreté provisoire, chronique ou extrême, 96% ont accédé à des catégories de revenus supérieure.

III. Description de la proposition de financement additionnel

8. Le financement additionnel n'apporte pas de modification à la structure ni à l'objectif de développement du projet, mais seulement à sa portée. L'objectif de développement consiste désormais à accroître les revenus de 480 000 ménages pauvres en améliorant leurs perspectives d'emploi et en faisant progresser la productivité et la production agricoles.
9. Comme c'est le cas pour toutes les autres opérations appuyées par le FIDA dans le pays, le financement additionnel sera associé à un ciblage judicieux et efficace fondé sur l'utilisation de la fiche de notation de la pauvreté nationale, ce qui garantira que le groupe cible du projet est constitué de ménages classés dans la tranche 0-23 (personnes extrêmement, chroniquement ou provisoirement pauvres). Néanmoins, on accordera une attention particulière aux ménages extrêmement pauvres classés dans la tranche 0-11.
10. Le financement additionnel proposé s'articule autour de deux composantes techniques auxquelles s'ajoute la gestion de projet. Les interventions intègrent les leçons tirées de l'expérience relative à la mise en œuvre et mettent l'accent sur les activités ayant donné de bons résultats avérés.
11. Composante 1: Amélioration des moyens d'existence. Cette composante comprend trois sous-composantes: i) la création d'actifs pour les personnes touchées par la misère; ii) la formation professionnelle et entrepreneuriale à des fins de génération de revenus; et iii) les infrastructures communautaires matérielles. Le groupe cible visé par cette composante sera presque exclusivement composé de femmes pauvres et de leurs ménages, les infrastructures communautaires matérielles étant toutefois plus inclusives puisqu'elles profiteront à la majeure partie de la communauté ou de la population villageoise. Cette composante inclut une série d'investissements pertinents visant à développer la base d'actifs du groupe cible le plus pauvre et des femmes, notamment avec la fourniture de petites unités d'habitation aux femmes sans terre/sans abri (et à leurs ménages) classées dans la tranche 0-11, et l'offre de prestations liées à l'élevage/aux ruminants à l'intention des femmes classées dans la tranche 0-18. Le financement additionnel permettra également de financer la formation professionnelle et technique, sur la base d'une évaluation préalable de la demande du marché et des perspectives d'embauche pour les bénéficiaires ainsi formés.
12. Compte tenu des priorités établies par les communautés bénéficiaires dans leurs plans de développement communautaires, le projet est susceptible de financer des infrastructures économiques et sociales hautement prioritaires, notamment des réseaux d'irrigation; des réseaux d'assainissement; des réseaux d'adduction d'eau potable, des routes et petites structures d'accès/de liaison, et d'autres dispositifs visant à appuyer la conduite de l'élevage. En particulier, le projet financera également des dispositifs d'infrastructures communautaires matérielles écologiques "vertes" et la promotion de technologies novatrices contribuant à la gestion améliorée des ressources naturelles. Sur le long terme, il appartiendra aux comités de coordination de district de trouver d'autres sources de financement à l'appui des plans de développement communautaires.
13. Composante 2: Développement de l'agriculture et de l'élevage. Cette composante complète la composante 1. Elle est davantage axée sur l'institutionnalisation de l'approche de développement impulsé par les communautés, et privilégie l'établissement de liens directs avec le développement du secteur public et les structures de prestation de services plutôt que les interventions directement financées par le projet. L'approche contribuera à améliorer les perspectives de durabilité des interventions du projet et à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (au moyen de la mise en place du mécanisme

de fonds renouvelable et de la promotion de l'éducation nutritionnelle) à l'intention des "Union Councils" (Conseils ruraux) les plus pauvres et les plus vulnérables. Avec le financement additionnel, le projet vise à épauler le renforcement de 15 000 organisations communautaires existantes et récemment établies, qui servent de relais et de points d'entrée pour l'ensemble du projet. Tous les membres des organisations communautaires bénéficieront de la sensibilisation et de la formation résultant de leur mobilisation, et tireront parti de la constitution de capital social. L'un des résultats tangibles de l'approche de développement impulsé par les communautés sera l'établissement de plans de développement communautaires. À long terme, et dans le cadre de la stratégie de retrait, les organisations communautaires auront établi des liens durables avec les services publics et la planification du développement, et y auront accès, et auront aussi établi des liens avec le secteur formel de la microfinance.

14. Composante 3: Gestion du projet et cadre organisationnel. Le financement additionnel s'appuiera sur les modalités institutionnelles et les modalités d'exécution existantes, comme l'a confirmé l'examen à mi-parcours. L'exécution au quotidien sera confiée à l'unité de gestion du projet (UGP). Celle-ci sera placée sous l'autorité du Département de la planification et du développement du Gouvernement du Penjab et ses bureaux seront situés dans le district de Bahawalpur. Dans la perspective de l'extension à six districts supplémentaires, une unité de coordination régionale sera établie à Sargodha, et tant l'UGP que l'unité de coordination régionale seront épaulées par des unités de coordination de district. La gestion du projet englobera également la conduite d'enquêtes de référence et d'impact, le suivi-évaluation, la gestion des savoirs, le plaidoyer et la diffusion de l'information. Elle comprendra aussi la fourniture d'une assistance technique pour améliorer la participation à l'élaboration des politiques.

IV. Coût, financement et avantages du projet

15. Coût et financement du projet. Le montant du financement additionnel est estimé à 121 millions d'USD, correspondant à l'investissement total et aux coûts récurrents pendant la période de prolongation de deux ans, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers. Le financement est réparti comme suit: i) un prêt du FIDA d'un montant de 36,5 millions d'USD ii) un don du FIDA d'un montant de 2,9 millions d'USD; iii) un cofinancement du gouvernement d'un montant de 76,2 millions d'USD; et iv) une contribution des bénéficiaires estimée à 5,4 millions d'USD, correspondant à la contribution normale de 10% à la réalisation des infrastructures communautaires matérielles.

Tableau 1
Coûts du projet par composante et source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Amélioration des moyens d'existence	25 436	26	1 661	2	5 398	5	65 734	67	98 230
2. Développement de l'agriculture et de l'élevage	10 050	64	-	-	-	-	5 603	36	15 653
3. Gestion du projet et cadre organisationnel	965	14	1 191	17	-	-	4 869	69	7 025
Total	36 452	30	2 852	2	5 398	5	76 206	63	120 908

Tableau 2

Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégories de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux de génie civil	10 481	21	1 661	3	5 398	10	33 149	65	50 689
2. Véhicules	90	41	-	-	-	-	129	59	218
3. Matériel et fournitures	28	41	-	-	-	-	40	59	69
4. Assistance technique, formation et études	3 811	39	1 191	12	-	-	4 755	49	9 757
5. Dons (en faveur des bénéficiaires)	21 194	39	-	-	-	-	33 852	61	55 046
6. Salaires et indemnités	640	17	-	-	-	-	3 232	83	3 872
7. Dépenses de fonctionnement	208	17	-	-	-	-	1 049	83	1 257
Total	36 452	30	2 852	2	5 398	5	76 206	63	120 908

16. Résumé des avantages. Le projet apportera de nombreux avantages, à savoir:
- i) les petites unités d'habitation permettront aux ménages d'économiser sur les dépenses de loyer et ouvriront la voie à la recherche indépendante de sources de génération de revenus; en outre, la valeur des logements s'appréciera au fil du temps, étoffant la base d'actifs des ménages, et les parcelles familiales se prêteront à la plantation de légumes et d'arbres fruitiers dans les cours des maisons;
 - ii) l'élevage entraînera une augmentation des revenus annuels;
 - iii) la formation professionnelle et entrepreneuriale stimulera l'emploi et le travail indépendant;
 - iv) l'accès à l'eau potable et à un meilleur système d'assainissement se traduira par une baisse des dépenses de santé et également une amélioration de la nutrition;
 - v) les divers éléments des infrastructures matérielles généreront des avantages supplémentaires sous la forme de gain de temps, baisse du nombre de jours de maladie (davantage de temps disponible pour le travail), recul des pertes de production, diminution des coûts de fonctionnement et d'entretien concernant le transport et des coûts de déplacement/de transport du fait de l'amélioration des routes d'accès; et
 - vi) les autres infrastructures, telles que celles qui relèvent des prestations relatives à l'élevage (par exemple les abris animaux communautaires), devraient contribuer à améliorer la productivité. Dans le contexte du développement de l'agriculture et de l'élevage, les avantages découleront de l'amélioration de l'accès à des fonds d'investissement provenant du fonds renouvelable, au profit d'une série d'activités relatives à la sécurité alimentaire, à la production, et à la génération de revenus.

V. Gestion financière

17. Lors des deux dernières missions de supervision, la qualité de la gestion financière a été jugée plutôt satisfaisante. La dernière mission de supervision, effectuée en février 2018, a permis de confirmer l'efficacité des mécanismes de contrôle interne du projet. La mission a jugé le taux de décaissement satisfaisant et a déterminé quelques domaines susceptibles d'être améliorés par un renforcement des modalités de gestion financière.
18. Le risque global du projet a été jugé moyen, et le risque résiduel faible. Les risques qui ont été déterminés seront atténués par les moyens suivants: établissement, en complément de l'UGP existante, d'une unité de coordination régionale qui sera chargée de l'exécution technique des activités dans les nouvelles zones ciblées par le projet; renforcement de la structure de gestion financière existante de l'UGP, avec le recrutement de personnel qualifié supplémentaire pour faire face à l'augmentation du volume de travail attendue en conséquence de l'extension géographique; fonction d'audit interne; mise à jour du manuel d'exécution du

projet actuellement utilisé; installation d'un progiciel de comptabilité; et réalisation d'un contrôle budgétaire efficace, facilité en partie par le nouveau système comptable qui générera automatiquement des états financiers mensuels et périodiques à la fois exacts et fiables.

19. Les fonctions de gestion financière et administrative seront centralisées à l'UGP, et les unités de coordination régionales disposeront d'une petite caisse placée sous la garde d'un assistant administratif et sous la supervision du coordonnateur, pour financer les frais divers.
20. Le compte désigné recevant actuellement les fonds du FIDA sera maintenu et servira également à recevoir les fonds du financement additionnel. Pour assurer le suivi des recettes et des dépenses/des transactions, et permettre un rapprochement exact du compte désigné et des comptes du projet, on établira des grands livres distincts, et on y comptabilisera les recettes et les dépenses, pour chaque source de financement séparément.
21. L'audit externe annuel du projet continuera à être effectué par le vérificateur général du Pakistan, conformément aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les rapports d'audit relatifs aux deux derniers exercices ont été communiqués avec un léger retard (moins d'un mois après la date limite). Le mandat de l'audit sera élaboré chaque année par l'UGP, conformément aux instructions du manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds, et sera présenté au FIDA pour s'assurer que celui-ci n'émet aucune objection. En outre, l'auditeur interne sera chargé d'évaluer/examiner l'efficacité en ce qui concerne: les mécanismes de contrôle interne; la gestion des risques et la gouvernance; l'utilisation raisonnable et efficiente des ressources du projet; la fiabilité et l'intégrité des informations financières; la réalisation des objectifs opérationnels/matériels; et la conformité du projet avec l'accord de financement et les règles et règlements applicables. L'auditeur interne présentera les rapports d'audit au président du comité de coordination du projet.
22. Le paiement des droits et taxes sera couvert par les fonds de contrepartie du Gouvernement du Penjab.
23. Les passations de marchés de fournitures, de travaux et de services financés par le FIDA devront respecter les directives nationales pour la passation des marchés, sous réserve qu'elles soient compatibles avec les directives du FIDA en la matière.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

24. Une fois approuvé par le Conseil d'administration, l'accord de financement sera modifié afin d'intégrer le prêt additionnel et le don dans les catégories de dépenses existantes. Ce financement additionnel n'entraîne aucune modification des objectifs et du groupe cible. Hormis l'appui à la reproduction des activités à plus grande échelle, aucune nouvelle activité ou catégorie de dépenses ne sera créée. Les modifications apportées à l'accord de financement comprendront également le report de la date d'achèvement du projet au 30 septembre 2022 et de la date de clôture du prêt au 31 mars 2023.
25. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
26. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

27. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République Islamique du Pakistan pour le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab un prêt additionnel à des conditions mixtes d'un montant de trente-six millions cinq cent mille dollars des États-Unis (36 500 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un don d'un montant de deux millions neuf cent mille dollars des États-Unis (2 900 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

LOGICAL FRAMEWORK

Results Hierarchy	Indicators						Source	Frequency	
	Name	Base-line	Original Design	Additional Finance	End Target	Cumulative Result (2017)			
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of household members						Implementing Partners' records/ progress reports	Quarterly	Political and economic stability and security
	Household members		560,000	2,801,386	3,361,386	706,167			
	1.a Corresponding number of households reached								
	Households		80,000	400,198	480,198	102,343			
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project								
	Males		224,000	1,120,554	1,344,554	349,552			
	Not Young		392,000	1,960,970	2,352,970	494,317			
	Young		168,000	840,416	1,008,416	211,850			
Females		336,000	1,680,832	2,016,832	356,615				
Project Goal To contribute to the reduction of poverty in 10 districts in Punjab	Percentage of beneficiary hh having graduated to a higher poverty category (based on PSC score)						Impact surveys	Mid-term and completion	
	Households		70	70	70				
Development Objective To increase the income of poor rural households by enhancing their employment potential and increasing agriculture productivity and production	Percentage of beneficiary hh reporting improved livelihoods means and income						AOS, impact surveys	Annually, mid-term and completion	No major natural disasters in project area, no major changes in agric. and livestock prices, stable political economic /security situation
	Households		75	75	75				
Outcome 1: Improved living conditions and income-generative capacities for poorest and homeless households and the youth	Percentage of persons newly employed/self-employed after receiving vocational or business training						AOS, impact surveys	Annually, mid-term and completion	Continuing market demand for trained workers no major outbreak of livestock disease in project area
	Persons		75	75	75				
Output: Ultra-poor and landless hh provided with small housing units and small ruminant packages	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages						Implementing Partners' records/ progress reports	Quarterly	Availability of transferable land for housing plots current landlords of underprivileged community members do not oppose project implementation
	Females		35,462	38,400	59,500	35,500			
Ultra-poor hh provided with a small housing unit									
	HHS		1,454	6,400	7,854	1,600			
Output: Poor entrepreneurs and the youth provided with vocational and enterprise development training	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management						Implementing Partners' records and progress reports	Quarterly	Young women and men's motivation to acquire professional skills remain high
	Young		5,451	10,950	16,401	12,859			
	Not Young		12,719	25,550	38,269	5,777			
	Females		10,902	21,900	32,802	9,318			
	Males		7,268	14,600	21,868	9,318			
People accessing facilitated advisory services									
	Males		2,180	4,380	6,560				
	Females		3,271	6,570	9,841				

Outcome 2: Strengthened, more inclusive Community Organizations (COs) providing improved services to their members; and improved access to essential community infrastructure in poor communities	No. of Community Organizations (COs) providing new services to their members						annual outcome surveys and impact surveys		Active community participation in infrastructure operation and maintenance
	Community Organisations		4,000	15,000	19,000				
Output: Existing and newly-created COs provided with capacity-building support	No. of Community Organizations (COs) supported or newly created						IP's records and progress reports		Poorest community members are willing to join a CO
	Community Organisations		4,000	15,000	19,000	4,098			
	People in community groups formed/strengthened								
	Females		39,600	148,500	188,100	52,900			
	Males		26,400	99,000	125,400	14,958			
	People trained in community management topics								
	Women trained other		3,960	14,850	18,810	5,824			
Men trained other		2,640	9,900	12,540	1,810				
Output: Community infrastructure identified using participatory processes, and constructed or rehabilitated	No. of community infrastructure schemes constructed (drinking water systems, irrigation schemes, sanitation, innovative technologies)						IP's records/ progress r		Community members are able to provide in kind contribution
	Infrastructure schemes		1,126	4,410	5,536	1,126			
Outcome 3: Improved food security in targeted communities	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded						Progress reports		
	Length of roads		71	125	196	89			
	1.2.8 Women reporting improved quality of their diets								
Output: Households access to short-term loans and consumption credit	Poor households access short-term consumption credit						IP's records/ progress r		Proper storage infrastructure is available for rent in all targeted Union Councils
	Hhs with consumption credit		1,600	10,000	11,600	5,404			
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services								
Outcome 4: Strengthened local capacity for Agriculture and Livestock Provision	Total persons accessing financial services - credit								
			1,600	164,998	166,598	5,404			
Output: People trained as Para Vet	People trained as Para Vet						Annual outcome and impact surveys		No social and cultural barriers that prevent women from entering non-traditional fields
	Females		100	150	250	89			
	Males		100	150	250	111			
Output: Modern Agriculture Equipment provided to Community Service Provider (CSP)	No. of CSPs having received equipment						IP's records / progress r		The high fuel and electricity cost does not limit the small holder capacity to use services
	CSPs		368	800	1,168	368			
Outcome 5: Strengthened advocacy and dissemination between BISP and the Punjab Government	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment						Review of policy documents		Government's interest to learn from project experience remains high
	Number		1	3	4				
Output: Advocacy fora and knowledge sharing platforms established and facilitated	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed						PCU progress reports		BISP and Provincial Government's interest to engage in advocacy/ policy dialogue remains high
	Number		0	3	3				